

Appel à projets 2022 - Cahier des charges

Osons la santé environnementale dans nos politiques territoriales !

-

Développer des projets favorables à la santé environnementale dans les territoires

Ouverture du dépôt des candidatures : 15 mai 2022

Date limite de dépôt des pré-projets : 24 juin 2022

Date limite de dépôt des dossiers : 05 septembre 2022 à 17H

1. CONTEXTE

Comment ma collectivité peut-elle anticiper et mieux appréhender les risques¹ liés à la Santé Environnement sur son territoire?

Le 3^e Plan régional santé environnement 2017-2021, s'appuyant sur la priorité donnée par le PNSE3, s'inscrit dans la dynamique de transition énergétique et écologique pour promouvoir dans les territoires, des stratégies et des actions ayant des impacts favorables à la santé.

Les collectivités territoriales, par les politiques publiques dont elles ont la charge, agissent de manière directe ou indirecte sur les environnements de vie des citoyens.

Pour cela, elles utilisent des dispositifs, plans, programmes qui répondent à des objectifs divers : aménagement durable, habitat économe en énergie, amélioration de la qualité de l'air, réduction des GES, cohésion sociale, développement culturel,... tous objectifs qui constituent des déterminants de santé mais pas forcément considérés comme tels.

¹ La santé environnementale représente l'ensemble des impacts liés à la qualité de l'environnement sur la santé humaine : la qualité des milieux physiques, l'organisation de la société, des environnements et modes de vie ont des conséquences sur la santé de chacun. Les citoyens et leurs territoires sont les premiers acteurs concernés. Mais ils le sont à des titres différents, selon leur localisation géographique, le niveau d'exposition aux pollutions, les aménités, les conditions socio-économiques, générant ainsi des inégalités de santé qui ne pourront être réduites que par une action concertée sur plusieurs déterminants.

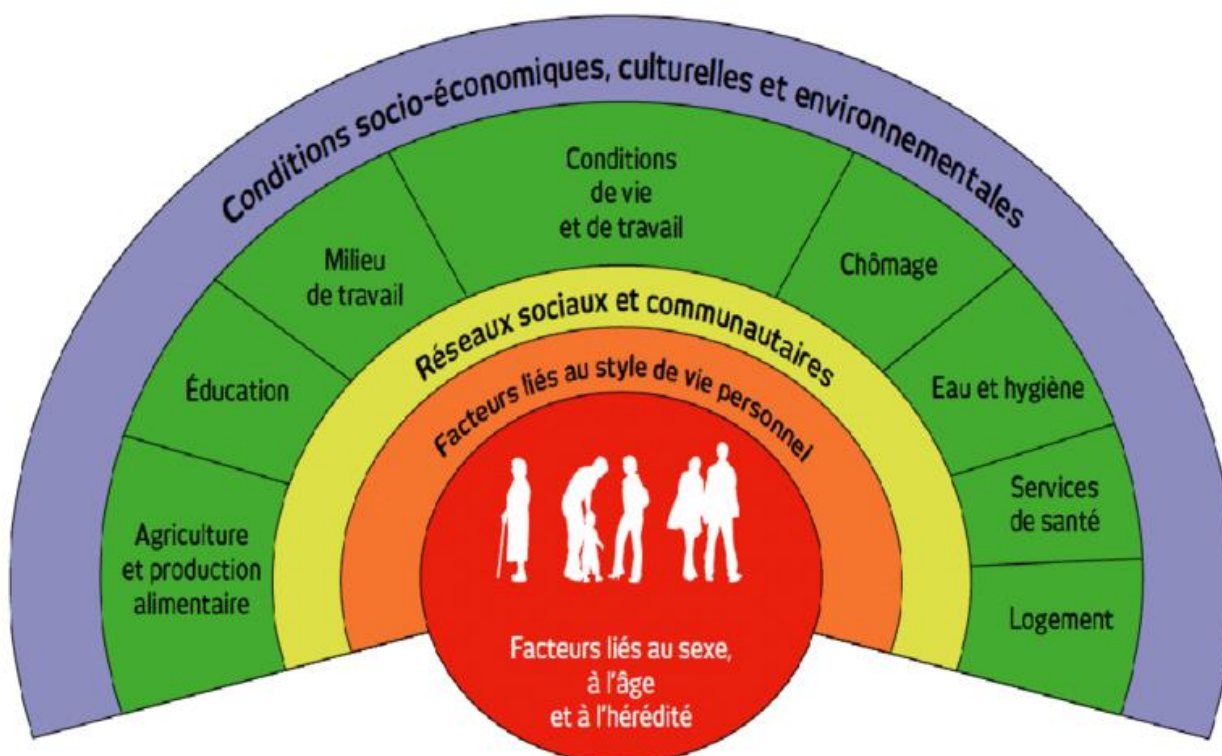
Les constats :

- La crise sanitaire actuelle remet très fortement en lumière les interactions entre la santé humaine et l'état des écosystèmes.
- Tandis que les préoccupations de citoyens pour les questions liant santé et environnement s'accroissent, les collectivités affichent la volonté d'intervenir davantage sur ces enjeux.
- La Région, l'ARS, l'ADEME et la DREAL proposent aux collectivités un appui pour agir en faveur de la santé environnement².

2. LE CHAMP DE L'APPEL A PROJETS

Les projets proposés devront répondre aux orientations du PRSE3 :

- développer des environnements favorables à la santé, agir sur les déterminants de la santé (schéma ci-dessous),
- réduire les inégalités de santé liées à l'environnement dans les territoires de Bourgogne-Franche-Comté.



Modèle de Dahlgren et Whitehead (What can we do about inequalities in health. The lancet, 1991, n° 338 : p. 1059–1063)

² Les projets contribueront à la mise en œuvre de l'agenda 2030 (prise en compte des objectifs du développement durable).

☞ **Votre collectivité agit d'ores et déjà sur l'un des thèmes suivants ? (liste non exhaustive)**

- Une alimentation saine, notamment dans le cadre d'une stratégie alimentaire locale ou d'un projet de PAT.
- La rénovation thermique de l'habitat.
- La réduction des pollutions de l'air,
- La qualité de l'eau.
- Les mobilités actives.
- La qualité de l'environnement en milieu scolaire
- L'adaptation au changement climatique

Alors cet appel à projet vous concerne :

Si vous souhaitez :

- Apporter aux populations les plus vulnérables (jeunes enfants, personnes âgées, familles précaires), une alimentation locale, saine et biologique ;
- Réduire la précarité énergétique en améliorant le confort thermique et la qualité de l'air intérieur des logements concernés ;
- Lutter contre la pollution atmosphérique notamment à proximité des populations vulnérables (jeunes enfants, personnes âgées, familles précaires) ;
- Améliorer la qualité de l'eau et sa quantité disponible, dans le cadre de votre PAT ;
- Favoriser les mobilités actives des jeunes et des seniors sur leur lieu de vie ;
- Améliorer l'environnement des enfants en milieu scolaire.
- Favoriser la désimperméabilisation des sols, les îlots de fraîcheur

Le Conseil régional, l'ADEME, la DREAL et l'ARS peuvent vous apporter un soutien pour :

- Préciser votre projet et en définir le contour définitif,
- Vous accompagner aux étapes préparatoires et au lancement du projet

3. MODALITÉS DE PARTICIPATION

3.1 Bénéficiaires

Cet appel à projets s'adresse à :

- Aux collectivités territoriales et leurs groupements,
- Aux Parcs Naturels Régionaux,
- Aux pôles d'équilibre territoriaux et ruraux
- Aux Pays.

Une personne physique unique doit être désignée comme coordinatrice du projet. Celle-ci sera responsable de la mise en œuvre du projet et de la transmission de l'ensemble des résultats. Elle sera le point de contact privilégié de l'administration.

Un seul dossier devra être déposé par la structure porteuse du projet, avec les coordonnées de la personne coordinatrice. La structure porteuse du projet est maître d'ouvrage et sera destinataire de la subvention.

3.2 Critères d'éligibilité et dépenses éligibles

Pour être éligibles, les bénéficiaires doivent :

- Etre engagées dans un processus de transition écologique par un ou plusieurs dispositifs de planification, plans, programmes, qu'il s'agit d'enrichir d'un volet santé environnement opérationnel. Sans que cela soit exhaustif, cette démarche peut s'inscrire dans le cadre :
 - d'un PCAET : Plan Climat Air Energie Territorial
 - d'un SCOT : Schéma de Cohérence Territoriale
 - d'un PLU : Plan Local d'Urbanisme
 - d'une démarche ZGZD : Zéro Gaspillage, Zéro Déchet
 - d'une démarche TEPos/ TEPCV : Territoire à Energie Positive / Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte
 - d'un Contrat Local de Santé (CLS)
 - d'un plan de mobilité
 - d'un CTE : Contrat de Transition Ecologique
 - d'un CRTE : Contrat de Relance et de Transition Ecologique
 - d'un PAT : Projet Alimentaire Territorial

Ou

- Disposer d'un projet, d'une action, dont le volet santé environnement reste à construire (Cf. page 3).

Dépenses éligibles :

- Assistance à maîtrise d'ouvrage,
- Étude, diagnostic,
- Soutien à l'animation participative.

3.3 Les critères d'exclusion et dépenses non éligibles :

Sont exclus :

- Les demandes concernant la formation professionnelle initiale et continue diplômante,
- Les projets de promotion/publicité d'un organisme ou d'une structure.

Ne sont pas éligibles les dépenses concernant :

- Le financement de biens durables,
- Le financement d'un poste.

3.4 Accompagnement proposé

Les candidats devront obligatoirement présenter un pré-projet aux représentants de l'ARS, de la DREAL, de l'ADEME et du conseil régional, en transmettant par mail à adeline.bernier@bourgognefranchecomte.fr une présentation simplifiée de leur projet pour **le 24 juin 2022 dernier délai** (cf. modèle type joint).

A réception du document, des créneaux d'1h seront proposés sur les journées du 4 et 7 juillet 2022 (en présentiel à Dijon ou en visioconférence, selon les disponibilités et la situation sanitaire) pour une présentation et échange sur le projet.

L'objectif est de proposer un accompagnement permettant une amélioration du projet au regard des enjeux et objectifs de l'AAP, et en cohérence avec le PRSE 3.

En outre, certains projets qui mettent en avant de manière centrale la transition écologique dans une optique d'expérimentation territoriale, pourront faire l'objet d'un accompagnement renforcé des services de la DREAL.

3.5 Critères de sélection

Les critères retenus pour le choix du projet porteront sur :

- Clarté du dossier et présentation synthétique du projet (5 points),
- Pertinence, portage du projet et réponses apportées aux priorités du PRSE 3 BFC et précisées en page 3 : adéquation avec les enjeux de l'appel à projets, opérationnalité et plus-value effective en matière de santé environnementale (10 points),
- Partenariats : nature et niveau d'implication de partenaires potentiels (5 points),
- Faisabilité : calendrier, garantie d'une implication de la collectivité (délibération), moyens humains ou financiers dont dispose la commune pour ce projet (10 points),
- Impact du projet pour le territoire (5 points),
- Modalités de gouvernance (5 points).

Les projets les mieux notés seront sélectionnés dans la limite des crédits alloués.

Des pièces complémentaires pourront être demandées en vue de la programmation.

4. CONTACTS

Pour le conseil régional: Adeline BERNIER

adeline.bernier@bourgognefranche-comte.fr – 03 80 44 40 61

Pour l'ARS: Bruno MAESTRI

bruno.MAESTRI@ars.sante.fr – 03 80 41 99 38

Pour la DREAL: Fabienne HEBRARD

fabienne.hebrard@developpement-durable.gouv.fr - 03 45 83 20 35

Pour l'ADEME : Patricia DUBOIS

patricia.dubois@ademe.fr - 03.80.76.89.73